

# Lutte de classe

Il faut préparer les travailleurs et jeunes à l'affrontement direct avec l'Etat capitaliste, à l'ouverture inévitable de la crise révolutionnaire.

**La plus gigantesque crise de l'histoire du capitalisme témoigne de sa faillite à l'échelle mondiale.**

Le chômage de masse partiel ou total s'amplifie chaque mois, la précarité tend à se généraliser à toutes les couches de la population à travers tout le pays, la pauvreté frappe déjà près de 10 millions de travailleurs et leurs familles...

Pas un jour, pas une semaine, pas un mois depuis que Sarkozy trône à l'Elysée sans que de nouvelles mesures soient annoncées contre la législation du travail, contre le droit à la santé, contre l'école publique, contre les universités, contre le logement social, contre les droits élémentaires et légitimes de l'immense masse de la population...

Pas un jour, pas une semaine, pas un mois sans que de nouvelles mesures soient annoncées par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner en faveur des riches, des rentiers, des banquiers ou des capitalistes à coup de centaines de milliards de dollars, d'aides ou de cadeaux fiscaux en tous genres.

Ces constats sont valables pour tous les pays sur tous les continents.

Il serait trop long ici d'établir la liste des fermetures d'usines totales ou temporaires, des plans de licenciements annoncés par milliers ou dizaines de milliers à la fois, des millions de travailleurs jetés à la rue du jour au lendemain, des drames épouvantables dont les peuples sont victimes quotidiennement du fait de la survie du système capitaliste.

**Oui le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est un gouvernement capitaliste.**

S'il en fallait une preuve supplémentaire, écoutons ce qu'a déclaré lundi 16 février la présidente du Medef, Laurence Parisot, lors de sa conférence de presse mensuelle. Elle a affiché la volonté de nous maintenir à la merci de l'arbitraire du régime capitaliste pour assurer sa survie.

Selon elle, « *les entreprises françaises sont trop fragiles pour supporter de nouvelles dépenses sociales* », alors que les entreprises du CAC40 ont réalisé en 2008 près de 100 milliards d'euros de bénéfices, que les actionnaires vont se mettre dans les poches 54 milliards d'euros et que les patrons se versent des salaires mirobolant et vivent comme des princes. Tout pour les exploiters, rien ou des miettes pour les travailleurs qui sont les véritables producteurs des richesses.

C'est la conception du partage des richesses version capitaliste. La version du partage des richesses version socialiste, c'est tout pour les travailleurs et rien pour les exploiters qu'il faut exproprier sans indemnité, à qui il faut retirer tous les pouvoirs et les moyens de nuire à la classe ouvrière.

Selon madame Parisot, pas un centime d'euro des profits réalisés par les entreprises, en réalité le produit de notre travail que les patrons nous volent légalement, ne devrait revenir aux travailleurs. La totalité des profits devraient aller aux parasites, aux rentiers qui s'enrichissent sur notre dos.

**Le mépris.**

Selon elle, le « *profit distribuable* » peut être « *divisé en deux, pas en trois ou en quatre* », la première partie étant les « *dividendes versés aux actionnaires* » et la seconde l'« *autofinancement* », pour permettre notamment de « *renforcer ses fonds propres, ce dont nous allons avoir besoin dans les mois qui viennent* ». Au moins cela a le mérite d'être net, clair et précis : pas un euro de plus pour les salaires !

**C'est la dictature du capital contre le travail.**

Quant à un relèvement du SMIC, elle a « *une hausse excessive du smic c'est la garantie de la mise au tapis de dizaines de PME (...) C'est pas le moment de faire ça* », mais il est toujours temps pour les patrons d'empocher des milliards d'euros.

A son chantage une seule réponse possible pour ceux qui se placent au côté de la classe ouvrière : si le système capitaliste n'est plus en mesure de permettre de donner à chacun un travail lui permettant de vivre décemment, il doit disparaître et céder la place au socialisme qui réorganisera les fondements économiques de la société sur des bases différentes de la propriété privée des moyens de production.

### **Le cynisme.**

Pour assurer la survie du régime capitaliste, elle propose de réduire encore les conditions d'existence des travailleurs et leurs familles en préconisant aux patrons de recourir massivement au chômage partiel qui est « *un outil utile en ce moment* », et pour être sûr qu'il se généralise elle a ajouté cyniquement « *nous sommes tous d'accord pour envisager quelque mécanisme complémentaire pour lui donner un peu plus de souplesse* ».

Autrement dit, face à la faillite du capitalisme que révèle la plus gigantesque crise de son histoire, elle avance une seule solution : jeter des millions de travailleurs à la rue ou réduire toujours plus leurs revenus. Nous, nous proposons de jeter les patrons à la rue et de nous emparer des moyens de production afin de satisfaire tous les besoins et les aspirations de la population.

Pour elle, la paupérisation et l'augmentation de l'exploitation des travailleurs est le seul destin que le capitalisme peut leur réserver, elle va jusqu'à le revendiquer ouvertement, et qui plus est, qu'ils devraient accepter passivement au lieu de se mettre en grève et de descendre dans la rue par millions.

En parlant des patrons dont elle fait partie, elle a dit : « *nous n'avons pas à rougir de la part consacrée à la rémunération du travail dans la valeur ajoutée des entreprises* » parce qu'à leurs yeux seule la diminution de leurs profits a de l'importance.

### **Pas touche à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production.**

Elle a enfoncé le clou en précisant qu'au niveau du dividende, « *c'est quelque chose qui touche à un principe essentiel qui est le droit de propriété. Seul l'actionnaire peut décider du montant des dividendes* ».

L'actionnaire, le capitaliste, le patron auraient finalement tous les droits, le droit de nous réduire à la misère, de nous réduire en esclavage pour conserver leurs profits, pour continuer à vivre comme avant, et nous nous n'aurions aucun droit, nous serions condamnés éternellement à subir l'exploitation et l'oppression. L'heure a donc sonné de briser les chaînes du capitalisme qui nous entravent, c'est possible.

### **La méthode : la collaboration de classes.**

Elle a également souhaité qu'un comité rassemblant pouvoirs publics, syndicats et organisations patronales examine comment mieux utiliser les dispositifs actuels pour répondre à la crise.

Associer les représentants des travailleurs à l'organisation de la déchéance et de la servitude de la classe ouvrière : rupture des relations avec le gouvernement et le patronat.

A l'opposé, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat doit répondre au coup de force des capitalistes et de leurs représentants à la tête de l'Etat qui veulent nous imposer toujours plus de sacrifices, elle doit déboucher sur la création d'organismes politiques indépendants à travers tout le pays intégrant les partis ouvriers combattant pour le socialisme, pour former un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui sera seul à même de mettre en œuvre un programme économique, social et politique rompant avec les institutions de la Ve République et le capitalisme...

### **A l'UMP.**

Le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a dit à Reuters, que les syndicats savent qu'ils n'auront gain de cause ni sur le SMIC ni pour leur demande d'abrogation de la loi travail-emploi-pouvoir d'achat, qui exonère de charges les heures supplémentaires. Là aussi, les choses sont claires, nettes et précises.

### **Notre devoir de militant ouvrier révolutionnaire.**

Au regard des éléments qui viennent d'être fournis de la part du Medef et de l'UMP, il est parfaitement clair que les travailleurs ne doivent rien attendre du gouvernement et du patronat, ici comme dans les DOM-TOM.

Dès lors, nous sommes face à l'alternative suivante : soit accepter cette situation et accepter la dégradation sans fin de nos conditions de travail et d'existence, soit s'organiser et se préparer à l'affrontement direct avec l'Etat capitaliste pour le renverser et prendre le pouvoir.

### **La nécessité d'organiser le combat politique classe contre classe.**

Malheureusement aujourd'hui, force est de constater qu'aucun parti se réclamant de la classe ouvrière ne propose pour le moment une issue politique au capitalisme.

Aucun parti politique n'ose dire la vérité aux travailleurs, aucun parti n'ose dire qu'il faut en finir avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République, que c'est pourtant le passage obligé pour exproprier les 1824 patrons et actionnaires des grandes entreprises, afin ensuite de pouvoir satisfaire toutes nos revendications économiques et sociales.

Aucun parti ne veut les mobiliser dans cette perspective parce que leurs dirigeants ne sont pas prêts à affronter une crise révolutionnaire, ils la redoutent autant que les capitalistes. Il faut les y contraindre.

Face à cette situation qui pourrait se transformer rapidement en tragédie, les militants révolutionnaires, les cadres ou responsables politiques des différents partis ouvriers doivent réagir, prendre leur responsabilité sans attendre et se regrouper pour fonder un véritable parti communiste au service du prolétariat, pour l'organiser et le guider sur le chemin qui mènera à la prise du pouvoir, pour vaincre.

(AP et Reuters 17.02)